

**AVIS DE RÉSOLUTION  
DU CONTRAT D'ASSURANCE**

**AVIS DONNÉ PAR LE DISTRIBUTEUR**

Article 440 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*

**LA LOI SUR LA DISTRIBUTION DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS  
VOUS DONNE DES DROITS IMPORTANTS.**

- La loi vous permet de mettre fin à la police d'assurance que vous venez de signer à l'occasion d'un autre contrat, **sans pénalité, dans les 10 jours de sa signature**. Pour cela, vous devez donner à l'assureur un avis, par courrier recommandé ou certifié, dans les 10 jours de la signature de la police. Vous pouvez à cet effet utiliser le modèle ci-joint.
- Malgré l'annulation de la police d'assurance, le premier contrat conclu demeurera en vigueur. **Attention**, il est possible que vous perdiez des conditions avantageuses qui vous ont été consenties en raison de cette assurance; informez-vous auprès du distributeur ou consultez votre contrat.
- Après l'expiration du délai de 10 jours, vous avez la possibilité d'annuler l'assurance en tout temps, mais des pénalités pourraient s'appliquer.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers au : (418) 525-0337 ou 1-877-525-0337.

**AVIS DE RÉSOLUTION**

À : L'Industrielle-Alliance *Pacifique* Compagnie d'Assurance sur la Vie  
a/s Administration SAL  
2165 Broadway Ouest, B.P. 5900  
Vancouver, C.B. V6B 5H6

Date : \_\_\_\_\_  
( date d'envoi de cet avis )

En vertu des articles 441 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, j'annule, par la présente, la police d'assurance no : \_\_\_\_\_

Conclue le : \_\_\_\_\_  
( date de la signature du contrat )

À : \_\_\_\_\_  
( lieu de la signature du contrat )

\_\_\_\_\_  
( Nom du débiteur ) ( Nom du codébiteur )

\_\_\_\_\_  
( Signature du débiteur ) ( Signature du codébiteur )

Le représentant doit remplir cette section au préalable. Au verso de cet avis doivent apparaître les articles suivants de la Loi: art. 439, 440, 441, 442 et 443. Ce document doit être envoyé par courrier recommandé ou certifié.

## **ARTICLES DE LA LOI SUR LA DISTRIBUTION DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS**

**439.** Un distributeur ne peut assujettir la conclusion d'un contrat à l'obligation pour le client de conclure un contrat d'assurance auprès d'un assureur qu'il indique.

Il ne peut exercer de pressions indues sur le client ou employer des manoeuvres dolosives pour l'inciter à se procurer un produit ou un service financier.

**440.** Un distributeur qui, à l'occasion de la conclusion d'un contrat, amène un client à conclure un contrat d'assurance, doit lui remettre un avis rédigé de la façon prévue par le règlement, lui indiquant qu'il peut, dans les 10 jours de la signature de ce contrat d'assurance, le résoudre.

**441.** Un client peut, par avis transmis par courrier recommandé ou certifié, résoudre, dans les 10 jours de sa signature, un contrat d'assurance signé à l'occasion de la conclusion d'un autre contrat.

En cas de résolution de ce contrat, le premier contrat conserve tous ses effets.

**442.** Un contrat ne peut contenir de dispositions permettant sa modification, dans l'éventualité où un client résoudrait ou résilierait un contrat d'assurance conclu à la même occasion.

Toutefois, un tel contrat peut prévoir que le client perd, pour le reste du terme, les conditions plus favorables qui lui sont consenties, du fait de la conclusion de plus d'un contrat, si le client résout ou résilie avant terme le contrat d'assurance.

**443.** Un distributeur offrant un financement pour l'achat d'un bien ou d'un service et qui exige que le débiteur souscrive une assurance pour garantir le remboursement du prêt, doit lui remettre un avis, rédigé de la façon prévue par le règlement, l'informant qu'il a la possibilité de prendre l'assurance auprès de l'assureur et du représentant de son choix, pourvu que l'assurance souscrite soit à la satisfaction du créancier qui ne peut la refuser sans motifs raisonnables. Il ne peut assujettir la conclusion d'un contrat de crédit à un contrat d'assurance avec un assureur qu'il indique.

Un contrat de crédit ne peut stipuler qu'il est conclu sous la condition que le contrat d'assurance pris auprès d'un tel assureur demeure en vigueur jusqu'à l'échéance du terme, ni que la fin d'une telle assurance fait encourir au débiteur la déchéance du terme ou la réduction des droits.

Un débiteur n'encourt pas la déchéance de ses droits en vertu du contrat de crédit lorsqu'il résout ou résilie ce contrat d'assurance, ou met fin à son adhésion, pourvu qu'il ait alors souscrit une assurance auprès d'un autre assureur, qui soit à la satisfaction du créancier, qui ne peut la refuser sans motifs raisonnables.